



Paris, le 24 octobre 2018

*A Christophe Kerrero  
Directeur de cabinet  
du ministre de l'Éducation nationale*

Monsieur le directeur de cabinet,

Le mardi 9 octobre 2018 nous apprenions, dans la presse, le contenu du projet de loi annonçant notamment la suppression du conseil national d'évaluation du système scolaire.

[Quinze organisations syndicales et associatives de l'éducation nationale vous ont adressé un courrier pour la suppression de l'article 9 de l'avant-projet de loi relatif à « l'école de la confiance »](#). Le lundi 15 octobre, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a voté une motion à 57 voix pour dans le même sens. La CGT Education de l'administration centrale souscrit au refus de ce projet limitant les moyens et l'indépendance des organismes d'évaluation.

En tant que syndicat des personnels de l'administration centrale, nous nous faisons l'écho des interrogations des collègues travaillant au sein du CNESCO sur l'évolution de leurs conditions de travail et de la pérennité de leurs emplois. A aucun moment, elles et ils n'ont été associé-es à cette réorganisation, ni même tenu informé-es. Pour l'heure, aucune communication officielle ne leur a été faite.

Les inquiétudes sont donc vives et légitimes. Les agents et agentes sont sans aucune garantie pour le moment de conserver leur emploi. Cela génère du stress et de l'anxiété, donc dégrade leur santé au travail.

Cela est d'autant plus problématique que les agents du CNESCO sont pour deux tiers d'entre eux des agents contractuels, à qui l'administration n'offre aucune perspective stable pour leur avenir professionnel et qui n'ont pas à être les variables d'ajustement des politiques éducatives. Nous ne pourrions tolérer que cette réforme des organismes d'évaluation se traduise par un plan social des personnels d'administration centrale !

Nous demandons à vous rencontrer en urgence afin de garantir la sauvegarde des emplois et la préservation des conditions de travail au sein du ministère.

Nous vous prions d'agréer nos respectueuses salutations.

Pour la CGT Educ'action administration centrale

Claude Marchand  
Secrétaire général